

Accords fiscaux—Loi

supprimé par le gouvernement libéral. Ils s'engageaient non seulement à maintenir les fonds au même niveau mais à redonner les fonds supprimés. Voilà ce que promettaient le premier ministre (M. Mulroney) et ses collègues, au cours de la campagne électorale. Ils devraient avoir honte d'avoir non seulement rompu, une fois arrivés au pouvoir, leur promesse de redonner les fonds supprimés par les libéraux, mais d'avoir fait pire qu'eux en réduisant les fonds six fois plus, comme le propose le projet de loi C-96. Le jour où ce projet de loi sera adopté sera un jour bien sombre pour le Canada.

Mme Finestone: Monsieur le Président, j'ai écouté le député avec énormément d'intérêt. Croit-il qu'il y a un message subliminal, ou plutôt un message clair, dans la doctrine conservatrice—les conservateurs ont droit à leurs idées politiques, mais ils ont aussi le devoir de les présenter de façon courageuse—qui dit que les jeunes qui veulent une éducation postsecondaire et les professeurs qui désirent obtenir leur doctorat ou leur maîtrise doivent le faire à leurs frais parce que la société ne peut plus se le permettre? C'est une décision valable, si tant est qu'ils l'aient prise. Veulent-ils aussi dire qu'il n'est plus possible d'avoir des soins hospitaliers gratuits pour tous, disons, et que, par conséquent, il faut supprimer la loi nationale sur les soins hospitaliers et lui substituer le principe du paiement par l'utilisateur? Le député croit-il que tels sont les messages subliminaux cachés derrière la réduction de 8 milliards des paiements au titre du financement des programmes établis?

M. Heap: Monsieur le Président, on me demande si je pense que le gouvernement a l'intention de privatiser l'enseignement supérieur en faisant payer à l'étudiant ou au professeur l'enseignement qu'ils se procurent par leurs propres moyens, et si je pense que le gouvernement a l'intention de privatiser les services de santé. Je l'ignore, mais je pense que c'est contre les règles d'essayer de deviner les intentions du gouvernement. Je voudrais, cependant, comparer cette situation avec une politique dont j'ai été témoin dans un pays que j'ai visité l'été dernier, c'est-à-dire, le Chili. Depuis 1973, année où la dictature militaire a pris le pouvoir, le Chili a suivi une politique très semblable à celle-ci. Il a réduit son aide à l'enseignement de sorte qu'il y a deux fois moins de professeurs au Chili qu'il y a 13 ans. Il a opéré des compressions au niveau des services de santé de sorte que 46 p. 100 des enfants de moins de 6 ans souffrent de malnutrition et les maladies infectieuses se répandent de plus en plus. Peu importe le point de vue du gouvernement, je vais citer ce que m'a dit l'ambassadeur—à propos, il s'agissait de l'ambassadeur du Canada; nous payons son salaire—il m'a déclaré que le gouvernement chilien avait adopté une bonne politique qui lui permettrait de devenir compétitif à l'échelle internationale, et que le Canada doit faire la même chose. Ce n'est l'opinion que d'un seul fonctionnaire, mais il semblerait que l'on pense que le Canada n'a pas besoin de gens instruits et en bonne santé.

• (1610)

Il fut un temps où le gouvernement pensait qu'il fallait des personnes en bonne santé et instruites pour travailler à la production nationale. Mais il semble exister aujourd'hui une catégorie de gens qui disent: «Nous achèterons ce que nous voulons

à l'étranger, aux États-Unis ou ailleurs. Nous n'avons pas à nous préoccuper de savoir si les Canadiens sont en mesure, sur le plan physique ou mental, de produire.» Si c'est l'attitude qu'ils adoptent, c'est qu'ils font preuve d'un manque de prévoyance. Si ce n'est pas leur attitude, c'est peut-être celle de l'auteur de la question, mais cela revient au même. Le gouvernement a décidé de ne pas se préoccuper des besoins physiques et mentaux des Canadiens.

M. Althouse: Monsieur le Président, le député de Spadina (M. Heap) peut-il nous dire que devient la formule de financement de l'enseignement postsecondaire et des soins médicaux dans les provinces? Il a cité des chiffres. Pourrait-il nous donner quelques détails et nous dire à quel manque à gagner il faut s'attendre au cours des quatre ou cinq prochaines années, en vertu de la nouvelle formule proposée, par rapport à celle en vigueur depuis 1977? Peut-il nous dire combien les diverses provinces vont perdre à cause de la nouvelle formule que le conservateur applique au financement fédéral-provincial?

M. Heap: Monsieur le Président, j'ai par hasard sous la main des chiffres qui répondent à la question du député. En 1986-1987, les pertes s'élèveront à 318 millions de dollars. L'année suivante, elles atteindront 680 millions, puis 1,078 millions, 1,52 milliards, 2,009 millions pour les années suivantes, soit au total 5,608.3 millions de dollars. Ce montant est réparti entre les provinces. Terre-Neuve perdra en tout 128 millions de dollars, l'Île-du-Prince-Édouard, 27.5 millions, la Nouvelle-Écosse, 195 millions, le Nouveau-Brunswick, 156.8 millions, le Québec, 1,435.4 millions, l'Ontario, 2,014.1 millions, le Manitoba, 235.8 millions de dollars, la Saskatchewan, 227.4 millions, l'Alberta, 530 millions, la Colombie-Britannique, 641.8 millions, le Yukon, 4.8 millions, et les Territoires du Nord-Ouest perdront 11.7 millions de dollars.

Pas un seul des territoires ou provinces ne peuvent se permettre ce genre de coupures dans les secteurs de l'enseignement et de la santé.

M. Lesick: Monsieur le Président, j'ai écouté le débat tout l'après-midi et je me rends compte qu'il y a pas mal de confusion dans l'esprit des députés de l'opposition et en particulier celui du député de Spadina (M. Heap). Les députés de l'opposition n'arrêtent pas de parler de coupures dans un domaine où il y a une augmentation. Voilà le problème que j'ai lorsque j'entends ce qu'on dit.

C'est le premier gouvernement responsable depuis 23 ans, si l'on exclut les neuf mois de 1979. Nous essayons d'équilibrer le budget. Il y a eu des coupures, certes, mais pas dans ce domaine. Le député parle d'une supposition, quelque chose qui pourrait arriver, mais je dis au député qu'il devrait se rendre compte que ce n'est pas une coupure, c'est une absence d'augmentation. Pourquoi ne pas dire la vérité, telle que nous la connaissons et telle que le député la connaît? Tous les gouvernements provinciaux recevront une augmentation. Je ne comprends pas ces coupures basées sur des chiffres imaginaires.